



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation des installations classées de la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE situées ZAC Aéroconstellation sur la commune de Blagnac

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L.511-1, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2004 autorisant la société ESSO S.A.F à exploiter un dépôt de carburant à Blagnac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2006 complétant les prescriptions applicables aux installations de la société ESSO S.A.F à Blagnac ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2016 relatif à la société ESSO S.A.F à Blagnac et modifiant l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2004 ;

Vu l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE ;

Vu la lettre de la société TOTAL MARKETING FRANCE du 13 octobre 2017 concernant le changement d'exploitant de l'établissement anciennement exploité par ESSO S.A.F (Aéroconstellation) à Blagnac ;

Vu la lettre de la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE du 30 septembre 2021 concernant son changement de dénomination sociale ;

Vu la décision du préfet de la Haute-Garonne du 20 juillet 2022, en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, de non-soumission à évaluation environnementale, après examen au cas par cas, du projet de la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE de modification des conditions d'exploitation du site ;

Vu le dossier de porter à connaissance de la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE pour son site de Blagnac (ZAC Aéroconstellation), transmis par courrier du 10 août 2022, complété le 26 octobre 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 10 janvier 2023 ;

Considérant que les modifications envisagées par la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE consistent en la modification de la station carburant aviation par l'ajout d'un nouveau poste de chargement de camions avitailleurs d'un débit de 120 m³/h ;

Considérant que ces modifications ne génèrent pas de nouveaux risques et impacts ;

Considérant, par conséquent, que les modifications réalisées par l'exploitant ne sont pas substantielles au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer les modifications réalisées ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE par courriel en date du 9 février 2023 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE a émis des observations par courriel du 17 février 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er} : Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE, SIRET n° 531 680 445 00024, dont le siège social est situé 562 Avenue du Parc de l'île à Nanterre (92000), situées Station Aviation Airbus - ZAC Aéroconstellation - Bd F.J Strauss à Blagnac (31700), sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Art. 2. : Le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2004 modifié et complété susvisé est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

N° rubrique	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime
1434-1-a	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres	2 postes de chargement camion avitailleur de 120 m ³ /h chacun	A

	boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 100 m ³ /h	Total : 240 m ³ /h	
47XX	Rubrique nommément désignée	Voir annexe « Informations sensibles – Non communicable au public »	E

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration

Art. 3. : Dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude concernant la stratégie incendie et la suffisance des moyens de lutte incendie de ses installations afin que les installations projetées soient correctement protégées contre l'incendie. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le cas échéant, le calendrier de mise en place de moyens complémentaires est respecté. Le nouveau poste de chargement ne peut être mis en service qu'après la mise en service complète de ces moyens complémentaires.

Art. 4. : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 5. : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 6. : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 7. : Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Blagnac et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Blagnac pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 8. : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Blagnac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE.

Fait à Toulouse, le 2 MARS 2023

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,
Serge JACOB